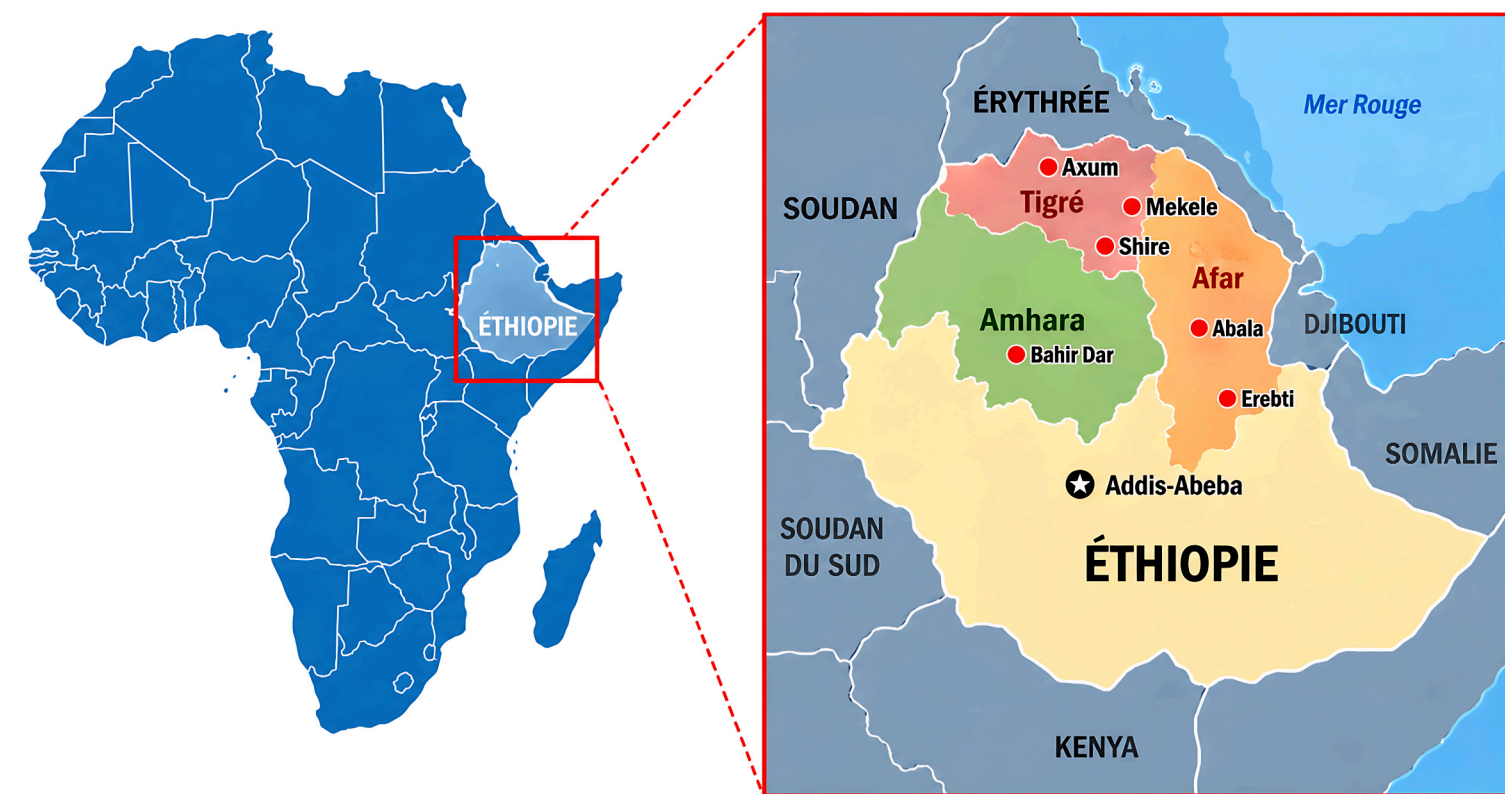




Éthiopie : une nouvelle guerre aux alliances explosives

Quatre ans après l'accord de Pretoria, le nord de l'Éthiopie replonge dans la guerre. Mais le conflit qui se dessine n'est plus exactement celui de 2020.

Par A. F

Les forces tigréennes combattent désormais aux côtés des Fano, leurs anciens ennemis, tandis qu'une coalition de sept mouvements armés veut renverser le gouvernement d'Abiy Ahmed. Derrière la reprise des combats apparaît une recombinaison profonde des alliances.

Le basculement est désormais assumé. Le 23 septembre, l'administration régionale du Tigré, dirigée par le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), annonce que ses forces sont entrées dans une « guerre défensive » contre les troupes fédérales éthiopiennes. Quelques heures auparavant, les forces tigréennes avaient pris le contrôle d'aéroports jusque-là sous autorité fédérale. Les affrontements ne restent surtout plus confinés au Tigré : ils s'étendent aux régions voisines de l'Afar et de l'Amhara. Quatre sources interrogées par Reuters, parmi lesquelles un haut responsable éthiopien, une source diplomatique et une source humanitaire, confirment cette extension des combats. Ce qui se joue dépasse donc une nouvelle confrontation entre Mekele et Addis-Abeba. Une autre guerre est peut-être en train de prendre forme, avec des alliances presque inversées

par rapport au conflit de 2020-2022. **Les aéroports, premier signe du basculement** Le changement est d'abord visible à Mekele. Dans la nuit précédant l'annonce tigréenne, les forces régionales prennent le contrôle de l'aéroport de la capitale du Tigré, jusque-là tenu par la police fédérale. Ethiopian Airlines suspend alors ses vols vers Mekele, mais également vers Shire et Axum. Reuters rapporte ensuite que les forces tigréennes ont pris le contrôle de trois aéroports dans la région. Ces opérations ont une portée stratégique. Dans un territoire enclavé, les liaisons aériennes constituent des infrastructures essentielles pour les déplacements, l'approvisionnement et la présence des institutions fédérales. Mais elles constituent surtout le signal visible d'une rupture beaucoup plus profonde. L'accord signé à Pretoria en no-

vembre 2022 avait mis fin à deux années de guerre entre le gouvernement fédéral et les forces du Tigré. Le conflit avait fait des centaines de milliers de morts et provoqué une crise humanitaire majeure. Pendant près de quatre ans, malgré les tensions, cet accord avait empêché le retour à une confrontation militaire généralisée. Le 23 septembre marque une rupture. **La guerre franchit les frontières du Tigré** Les affrontements gagnent désormais l'Afar et l'Amhara. Selon les quatre sources citées par Reuters, les forces tigréennes ne combattent pas seules. En Afar, elles opèrent avec un groupe armé local. En Amhara, elles combattent aux côtés des milices Fano. C'est probablement l'élément politique le plus révélateur de cette nouvelle guerre. Fano et le TPLF étaient ennemis lors du précédent conflit. Entre 2020 et 2022, les combattants amhara avaient soutenu l'armée fédérale d'Abiy Ahmed contre les forces tigréennes. Les deux camps se sont affrontés dans une guerre marquée par des massacres, des déplacements massifs de population et de profondes querelles territoriales. Mais après Pretoria, les alliances se sont progressivement retournées. À partir de 2023, les Fano se soulèvent à leur tour contre le gouvernement fédéral. L'ancien allié d'Addis-Abeba devient ainsi l'un de ses principaux adversaires armés dans la région Amhara. Trois ans plus tard, Fano et TPLF se retrouvent du même côté du front. **Des ennemis réunis contre Abiy Ahmed** Ce rapprochement ne surgit pas soudainement le 23 septembre. Deux jours auparavant, sept groupes armés annonçaient la création de l'Ethiopian Peoples' Forces Alliance for Survival, une coalition dont l'objectif déclaré est de renverser le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed et d'établir une administration de transition. Le TPLF et l'Amhara Fano National Movement en constituent les deux composantes les plus symboliques précisément parce qu'ils se combattaient quelques années auparavant. L'alliance rassemble également des groupes issus de l'Oromia, de l'Afar et du Benishangul-Gumuz, donnant à la coalition une implantation géogra-



Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed lors d'une activité consacrée au programme national de reboisement « Green Legacy ». Photo : Bureau du Premier ministre d'Éthiopie / Facebook.

phique beaucoup plus large que celle d'une simple rébellion tigréenne. Cette coalition reste pourtant traversée par d'importantes contradictions. Plusieurs de ses membres conservent des différends territoriaux et politiques. L'existence d'une déclaration commune ne signifie donc pas automatiquement l'existence d'une armée unifiée ou d'une chaîne de commandement commune. C'est ici que les événements du 23 septembre prennent une importance particulière. Pour la première fois, la coopération n'apparaît plus seulement dans un communiqué politique. Reuters rapporte que des forces appartenant à certaines de ces composantes combattent effectivement ensemble sur le terrain. Une coalition nationale ou plusieurs guerres parallèles ? Toute la question est désormais là. L'Éthiopie connaît depuis plusieurs années plusieurs foyers de violence, mais ceux-ci obéissaient souvent à des dynamiques régionales distinctes. Le TPLF poursuivait son bras de fer avec Addis-Abeba sur l'application de Pretoria. Les Fano combattaient les forces fédérales en Amhara. D'autres groupes armés étaient actifs dans différentes régions. La nouvelle alliance tente de transformer ces conflits dispersés en une confrontation commune contre le pouvoir fédéral. Sur le papier, le changement est considérable. Dans les faits, sa solidité reste encore à démontrer. Les différences politiques, territoriales et ethniques entre les mouvements pourraient limiter leur capacité à construire un véritable commandement commun.

Reuters souligne d'ailleurs les divergences persistantes entre plusieurs membres de la coalition. Mais les combats en Amhara montrent déjà qu'au moins deux adversaires historiques sont capables de coordonner leurs forces contre Addis-Abeba. Le gouvernement fédéral fait ainsi face à un problème différent de celui de 2020. **La carte des alliances s'est retournée** Lors du déclenchement de la précédente guerre, Abiy Ahmed disposait d'une configuration militaire beaucoup plus favorable. Les forces fédérales affrontaient le TPLF avec l'appui de forces amhara et de l'Érythrée. Aujourd'hui, les Fano se sont retournés contre Addis-Abeba. Les relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée se sont également fortement dégradées. Le gouvernement éthiopien accuse même Asmara de soutenir des groupes armés hostiles au pouvoir fédéral, parmi lesquels des membres de la nouvelle coalition. L'Érythrée rejette ces accusations. Ceux qui combattaient ensemble en 2020 ne sont plus nécessairement alliés en 2026, tandis que certains des ennemis d'hier coordonnent désormais leurs opérations. **Pretoria progressivement vidé de sa substance** La rupture ne s'est pas produite en quelques heures. Depuis plusieurs mois, les relations entre le TPLF et Addis-Abeba se détérioraient. En mai, le TPLF avait repris le contrôle de l'administration régionale du Tigré au détriment de l'administration intérimaire mise en place dans le cadre du processus de paix. Les deux camps s'accusaient parallèlement de ne pas respecter l'accord de Pretoria. Des frappes de drones attribuées à l'armée éthiopienne contre des forces tigréennes avaient également été recensées au cours des derniers mois par ACLED, l'Armed Conflict Location & Event Data Project, une organisation spécialisée dans le suivi des conflits armés et des violences politiques. Le gouvernement fédéral accuse aujourd'hui le TPLF de chercher à provoquer le chaos et de violer l'accord de paix. Les autorités tigréennes présentent au contraire leurs opérations comme une réponse à une offensive fédérale et parlent d'une guerre « défensive ».